

5° eigen activiteiten inzake voorstelling, productie, verspreiding, verbinding, promotie, onderzoek, vorming, coördinatie op nationaal, Europees en internationaal niveau, of eventueel door toedoen van een overkoepelende structuur;

6° andere acties waarmee de in artikel 2 vermelde doelstellingen kunnen worden bereikt.

§ 2. De creatiestructuren en de creatieplaatsen, bedoeld in artikel 2, 1°, a), i, en iv, van het decreet, voeren de in § 1, 1° en 2°, en, in voorkomend geval, de andere in § 1 bedoelde opdrachten uit.

De podiumkunsten centra en de verspreidingsplaatsen in de zin van artikel 2, 1°, a), iii en vi voeren de in § 1, 2°, 3°, 4° e 5°, en, in voorkomend geval, de in § 1, 1° vermelde opdrachten uit.

De dienstverlenende structuren in de zin van artikel 2, 1°, a), ii, van het decreet, voeren de in § 1, 5°, bedoelde opdrachten, en, in voorkomend geval, de in § 1, 4° vermelde opdrachten uit.

De festivals in de zin van artikel 2, 1°, a), v, van het decreet voeren de in § 1, 4° bedoelde opdrachten uit.

Art. 3. De Minister van Cultuur wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 juni 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2017/30561]

14 JUIN 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française dénonçant l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon et relatif à l'octroi de subventions aux opérateurs de formation en alternance

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée

Vu l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon, les articles 5, 18 et 19 ;

Vu l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, les articles 15, alinéa 1^{er}, et 17 ;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office francophone de la Formation en Alternance, donné le 17 mai 2016 ;

Vu l'avis du Conseil consultatif de la formation en alternance, donné le 22 septembre 2016 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 mai 2016 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 juin 2016 ;

Vu l'avis du Comité de négociation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des Centres psycho-médico-sociaux, donné le 29 juin 2016 ;

Considérant que le Gouvernement de la Communauté française entend en ce qui concerne les articles 4 à 6 et 9 partim du présent arrêté, utiliser, conformément à l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, son pouvoir général d'exécution permettant de fonder, en ce qui concerne le présent projet le pouvoir de déterminer des dispositions relatives à l'octroi d'incitants financiers aux opérateurs de formation ;

Vu le « test genre » du 30 mai 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu les avis n° 60.558/2 et 60.984/2 du Conseil d'Etat, donnés respectivement les 5 décembre 2016 et 6 mars 2017 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qu'il convient d'utiliser l'habilitation visée à l'article 5 de l'accord relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon pour déterminer les modalités d'octroi d'incitants financiers aux opérateurs de formation tels que définis à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2° de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française ;

Considérant que si l'article 15 alinéa 1^{er}, de l'accord de coopération-cadre ne vise que les CEFA, il n'en demeure pas moins que le Gouvernement wallon, conformément à l'article 17 de cet accord de coopération-cadre ainsi qu'à l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 entend utiliser son pouvoir général d'exécution afin de pallier l'absence de base légale concernant l'octroi d'incitants financiers à l'I.F.A.P.M.E. ;

Considérant que le Gouvernement de la Communauté française entend également, s'agissant d'un arrêté conjoint utiliser également son pouvoir général d'exécution ;

Considérant que le décret du Gouvernement wallon du 20 juillet 2016 relatif aux incitants financiers octroyés aux entreprises partenaires de la formation en alternance, aux apprenants en alternance et pour les coaches sectoriels est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2016 ;

Considérant qu'il convient que l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon soit dénoncé avec effet au 31 août 2016 ;

Considérant que les dispositions de la mise en œuvre de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance doivent impérativement entrer en vigueur au début de l'année de formation 2016-2017 ;

Qu'il convient donc de faire rétroagir le présent arrêté au 1^{er} septembre 2016 ;

Que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels ;

Que l'adoption en l'espèce d'un arrêté rétroactif aura pour effet de renforcer la sécurité juridique en faveur des opérateurs de formation en alternance, des entreprises et des apprenants ayant introduit une demande à partir du 1^{er} septembre 2016, en conférant une base légale à leur demande ;

Qu'en l'absence de pareille base légale, il y aurait lieu de considérer que toutes les demandes introduites à partir du 1^{er} septembre 2016 jusqu'à l'adoption du présent arrêté devraient être réintroduites ;

Que l'effet rétroactif bénéficie donc aux intéressés et, en ce sens, se justifie ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions relatives à la dénonciation de l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et la Région wallonne*

Art. 2. L'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur le 18 juin 1998, entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement de la Région wallonne, ci-après dénommé l'accord de coopération du 18 juin 1998, est dénoncé.

Art. 3. Les modalités transitoires de dénonciation de l'accord de coopération du 18 juin 1998 s'appliquent conformément à l'article 21 de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française.

CHAPITRE 2. — *Dispositions relatives à l'octroi d'incitants financiers aux opérateurs de formation en alternance*

Art. 4. Pour l'application du chapitre 2 du présent arrêté on entend par :

1° l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 : l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française ;

2° le Ministre : le Ministre qui a la formation dans ses attributions ;

3° l'O.F.F.A. : l'Office francophone de la Formation en Alternance, visé à l'article 4 de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 ;

4° l'opérateur de formation en alternance, soit :

a) un centre d'éducation et de formation en alternance, en abrégé C.E.F.A., visé par le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance et tout établissement de l'enseignement de promotion sociale dont ceux coopérant avec les C.E.F.A. ;

b) l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, en abrégé I.F.A.P.M.E., visé à l'article 1^{er}, 2°, b), de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 ;

5° l'apprenant : le jeune visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 3°, de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008, ayant conclu un contrat d'alternance ainsi que le jeune ayant conclu une convention de stage en année préparatoire ;

6° le contrat d'alternance : le contrat visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 7°, de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 ;

7° la convention de stage en année préparatoire : le contrat visé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, tel que conclu dans le cadre d'une année préparatoire, telle que définie à l'article 56 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif aux cours de formation dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ;

8° l'année de formation : la période qui débute le 1^{er} septembre et se termine le 31 août ;

9° l'Administration : la Direction des Politiques transversales Région-Communauté du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie ;

10° le fonctionnaire délégué de l'administration : le fonctionnaire disposant d'une délégation de pouvoirs conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie.

Art. 5. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué de l'Administration octroie, à l'opérateur de formation en alternance, dans la limite des crédits budgétaires et aux conditions du présent arrêté, une subvention de 1.000 euros par apprenant sous contrat d'alternance ou convention de stage en année préparatoire de minimum 270 jours consécutifs ou non durant l'année de formation sur laquelle porte la subvention, en ce compris toute période de suspension du contrat d'alternance ou de la convention de stage.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est destinée à soutenir et à améliorer la qualité de l'encadrement de l'apprenant et est, dès lors, dédiée à couvrir tout ou partie de la rémunération et des frais de fonctionnement du référent de l'apprenant.

Le Ministre peut adapter le montant visé à l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, sa décision spécialement motivée tient compte de l'évolution des législations et réglementations relatives à la formation en alternance et à l'Enseignement de Promotion sociale et des avis et rapports que l'O.F.F.A. lui transmet, conformément à l'article 5 de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008.

Art. 6. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué de l'Administration liquide la subvention à l'opérateur de formation en alternance sur la base d'une demande, introduite par l'opérateur de formation en alternance et validée par l'O.F.F.A., selon les modalités déterminées par le Ministre.

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 1999 relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance est abrogé.

Art. 8. Les demandes d'agrément de l'action de formation en alternance introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumises à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 1999 relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance.

Un opérateur de formation en alternance qui bénéficie de la disposition transitoire visée à l'alinéa 1^{er}, ne bénéficie pas de la subvention visée à l'article 5, pour un même apprenant et pour la même année de formation.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 31 août 2016 en ce qui concerne les articles 2 et 3 et le 1^{er} septembre 2016 en ce qui concerne les articles 4 à 8.

Art. 10. Le Ministre qui a l'Education dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 juin 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE
La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/30561]

14 JUNI 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot beëindiging van het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfiliale, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering en met betrekking tot de toekenning van subsidies aan de operatoren voor alternerende vorming

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfiliale, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering, de artikelen 5, 18 en 19;

Gelet op het kadersamenwerkingsakkoord betreffende de alternerende vorming, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, de artikelen 15, eerste lid, en 17;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de Office francophone de la Formation en Alternance, gegeven op 17 mei 2016;

Gelet op het advies van de Adviesraad voor alternerende vorming, gegeven op 22 september 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 mei 2016;

Gelet de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 2 juni 2016;

Gelet op het advies van het Onderhandelingscomité van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de Inrichtende machten van het onderwijs en de PMS-centra, gegeven op 29 juni 2016;

Overwegende dat de Regering van de Franse Gemeenschap, wat betreft de artikelen 4 tot 6 en 9 partim van dit besluit, haar algemene uitvoeringsbevoegdheid wil gebruiken om, met betrekking tot dit project, de bevoegdheid om bepalingen betreffende de toekenning van financiële incentives aan vormingsoperatoren met redenen te omkleden;

Gelet op de "gendertest" van 30 mei 2017, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de adviezen nr. 60.558/2 en 60.984/2 van de Raad van State, respectief op 5 december 2016 en 6 maart 2017 uitgebracht met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat van de machtiging bedoeld bij artikel 5 van het akkoord betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfiliale, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering, gebruik moet worden gemaakt om de nadere regels te bepalen voor de toekenning van financiële incentives aan vormingsoperatoren zoals bepaald in artikel 1, § 1, 2^o van het kadersamenwerkingsakkoord betreffende de alternerende vorming, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende dat, hoewel artikel 15, eerste lid, van het kadersamenwerkingsakkoord alleen betrekking heeft op de centra voor alternerend onderwijs en vorming, de Waalse Regering desalniettemin gebruik wil maken, overeenkomstig artikel 17 van dat kadersamenwerkingsakkoord alsook artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, van haar algemene uitvoeringsbevoegdheid om een oplossing te bieden aan het gebrek aan wettelijke basis betreffende de toekenning van financiële incentives aan het "IFAPME" "Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises" (Instituut voor Permanente Vorming van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen);

Overwegende dat ook de Regering van de Franse Gemeenschap, in verband met een gezamenlijk besluit, gebruik wenst te maken van haar algemene uitvoeringsbevoegdheid;

Overwegende dat het decreet van de Waalse Regering van 20 juli 2016 betreffende de financiële incentives toegekend aan de partnerbedrijven in het kader van de alternerende opleiding, aan de alternerende leerlingen en voor de sectorale coaches, op 1 september 2016 in werking is getreden;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfiliale, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering, beëindigd moet worden met uitwerking met ingang van 31 augustus 2016;

Overwegende dat de bepalingen voor de tenuitvoerlegging van het kadersamenwerkingsakkoord betreffende de alternerende vorming op het begin van het opleidingsjaar 2016 – 2017 in werking moeten treden;

Dat dit besluit met terugwerkende kracht op 1 september 2016 dus uitwerking moet hebben;

Dat, voor administratieve akten, van de techniek van de terugwerkende kracht gebruik kan worden gemaakt als deze terugwerkende kracht noodzakelijk is voor de continuïteit van de overheidsdienst en voor het regulariseren van een toestand in feite of in rechte, voor zover deze kracht de vereisten inzake juridische zekerheid en individuele rechten in acht neemt;

Dat de aanneming, in dit geval, van een besluit met terugwerkende kracht tot gevolg zal hebben de juridische zekerheid te verstevigen, en dit ten bate van de operatoren voor alternerende vorming, de ondernemingen en de lerenden die een aanvraag hebben ingediend vanaf 1 september 2016, door hun aanvraag een wettelijke basis te verlenen;

Dat, in afwezigheid van een dergelijke wettelijke basis, er vanuit zou moeten worden gegaan dat alle aanvragen die vanaf 1 september 2016 tot de aanneming van dit besluit ingediend werden, opnieuw ingediend zouden moeten worden;

Dat de terugwerkende kracht aldus gunstig is voor de betrokkenen en, dientengevolge, verantwoord;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld bij artikel 127, § 1, ervan.

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen met betrekking tot de beëindiging van het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering*

Art. 2. Het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering, hierna het samenwerkingsakkoord van 18 juni 1998, wordt beëindigd.

Art. 3. De nadere overgangsregels voor de beëindiging van het akkoord van 18 juni 1998 zijn van toepassing overeenkomstig artikel 21 van het kadersamenwerkingsakkoord betreffende de alternerende vorming, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen betreffende de toekenning van financiële incentives aan operators voor alternerende opleiding*

Art. 4. Voor de toepassing van hoofdstuk 2 van dit besluit, wordt verstaan onder:

1° het kadersamenwerkingsakkoord van 24 oktober 2008: het kadersamenwerkingsakkoord betreffende de alternerende vorming, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

2° de Minister: de Minister bevoegd voor de vorming;

3° de O.F.F.A.: de Office francophone de la Formation en Alternance, bedoeld bij artikel 4 van het kadersamenwerkingsakkoord van 24 oktober 2008;

4° de operator voor alternerende opleiding, d.w.z.:

een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, bedoeld bij het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs en iedere inrichting voor het onderwijs voor sociale promotie waaronder deze die met de centra voor alternerend onderwijs en vorming samenwerken;

het "IFAPME" "Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises" (Instituut voor Permanente Vorming van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen), bedoeld bij artikel 1, 2°, b), van het kadersamenwerkingsakkoord van 24 oktober 2008;

5° de lerende: de jongere bedoeld bij artikel 1, § 1, 3°, van het kadersamenwerkingsakkoord van 24 oktober 2008, die een overeenkomst voor alternerend onderwijs en vorming heeft gesloten alsook de jongere die een stageovereenkomst tijdens een voorbereidend jaar heeft gesloten;

6° de overeenkomst voor alternerend onderwijs en vorming: de overeenkomst bedoeld bij artikel 1, § 1, 7°, van het kadersamenwerkingsakkoord van 24 oktober 2008;

7° de stageovereenkomst tijdens een voorbereidend jaar: de overeenkomst bedoeld in het besluit van de Waalse regering van 16 juli 1998 betreffende het plan voor afwisselende opleiding in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, zoals gesloten in het kader van het voorbereidend jaar, zoals bepaald in artikel 56 van het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de opleiding in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

8° het vormingsjaar: de periode die begint op 1 september en die op 31 augustus eindigt;

9° het Bestuur: de Directie Overkoepelend Beleid Gewest-Gemeenschap van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

10° de gemachtigd ambtenaar van het Bestuur: de ambtenaar die over een delegatie van bevoegdheden beschikt overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdracht van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 5. De Minister of de gemachtigd ambtenaar van het Bestuur kent, aan de operator voor alternerende vorming, binnen de perken van de begrotingskredieten en mits inachtneming van de voorwaarden van dit besluit, een subsidie van 1.000 euro toe per lerende met een overeenkomst voor alternerend onderwijs en vorming of een stageovereenkomst tijdens een voorbereidend jaar van minimum 270 elkaar al dan niet opvolgende dagen gedurende het vormingsjaar waarop de subsidie betrekking heeft, met inbegrip van elke periode gedurende welke de overeenkomst voor alternerend onderwijs en vorming of de stageovereenkomst opgeschort wordt.

De subsidie bedoeld bij het eerste lid is bedoeld om de kwaliteit van de begeleiding van de lerende te steunen of te verbeteren en wordt, derhalve, bedoeld om de bezoldiging alsook de werkingskosten van de referentiepersoon van de lerende te dekken.

De Minister kan het bedrag bedoeld bij het eerste lid aanpassen. In dat geval, houdt zijn specifiek met redenen omklede beslissing rekening met de evolutie van de wetgeving en de reglementering betreffende het alternerend onderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie en met de hem toegezonden adviezen en verslagen van de O.F.F.A., overeenkomstig artikel 5 van het kadersamenwerkingsakkoord van 24 oktober 2008.

Art. 6. De Minister of de gemachtigd ambtenaar van het Bestuur vereffent de subsidie aan de operator voor alternerende vorming op basis van een aanvraag, ingediend door de operator voor alternerende opleiding en goedgekeurd door de O.F.F.A., volgens de nadere regels bepaald door de Minister.

Art. 7. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1999 betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière, wordt opgeheven.

Art. 8. De aanvragen om erkenning van de actie als alternerende vorming die vóór de inwerkingtreding van dit besluit ingediend werden, blijven onder het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière vallen.

Een operator voor alternerende vorming die de overgangsbepaling bedoeld bij het eerste lid geniet, kan niet de subsidie bedoeld bij artikel 5 terzelfdertijd genieten, voor eenzelfde lerende en voor hetzelfde vormingsjaar.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 31 augustus 2016 wat betreft de artikelen 2 en 3 en van 1 september 2016 wat betreft de artikelen 4 tot 8.

Art. 10. De Minister bevoegd voor het Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 14 juni 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE
De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2017/30634]

8 JUNI 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon concernant l'usage de la dénomination « ferme pédagogique »

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D. 204, § 1^{er}, alinéa 2, D. 205, D. 207, alinéas 1^{er} et 3, D. 208, § 2, D. 210 à D. 213 et D.426, § 2, 4^o;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale intervenue le 20 octobre 2016;

Vu le rapport du 29 septembre 2016 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 61.168/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 avril 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions et demande d'autorisation

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- 1^o l'agriculteur : l'agriculteur qui respecte les conditions de l'article D.207, alinéa 2, du Code;
- 2^o le Code : le Code wallon de l'Agriculture;
- 3^o la Direction de la Recherche et du Développement : la Direction de la Recherche et du Développement du Département du Développement de l'Administration au sens de l'article D. 3, 3^o du Code;
- 4^o la Direction de la Qualité : la Direction de la Qualité du Département du Développement de l'Administration au sens de l'article D. 3, 3^o du Code;
- 5^o l'organisme de prévention : l'organisme offrant un service d'encadrement, d'information et de sensibilisation visant à améliorer la sécurité dans les exploitations, le bien-être au travail des agriculteurs en les informant, en organisant des formations, ou en effectuant des analyses de risque lors de visite sur place.

Art. 2. L'agriculteur qui souhaite faire usage de la dénomination « ferme pédagogique », telle que définie à l'article D. 3, 19^o du Code sur son exploitation agricole introduit une demande d'autorisation auprès de la Direction de la Recherche et du Développement.

Art. 3. § 1^{er}. La demande visée à l'article 2 reprend au minimum :

- 1^o les coordonnées complètes de l'agriculteur;
- 2^o la présentation de l'exploitation;
- 3^o Le numéro d'entreprise;
- 4^o la présentation du projet pédagogique de la ferme.

Sont joints à la demande et de façon spécifique pour les locaux et activités concernés :

- 1^o un extrait de casier judiciaire modèle 2 pour l'agriculteur et, le cas échéant, pour les animateurs-accueillants;
- 2^o une attestation de l'assureur décrivant la nature du risque et sa couverture ou, à défaut, une copie des contrats d'assurance;
- 3^o l'attestation de sécurité incendie;
- 4^o l'autorisation de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire pour l'exécution des activités dans la chaîne alimentaire dans le cas où la restauration est faite sur l'exploitation;
- 5^o le certificat de conformité de l'installation électrique;
- 6^o un plan et des photos des lieux d'accueil aménagés;